



## UN PROGRAMME

## POPULAIRE PARTAGÉ

# pour marquer à gauche !

C'était un engagement lancé en septembre 2010, qui s'est concrétisé à l'occasion de la Fête de l'Humanité 2011 avec la publication du *Programme populaire partagé* du Front de gauche.

Le premier constat est le succès en terme de diffusion, plus de 150 000 exemplaires vendus au 10 octobre, en moins d'un mois. Il y a une vraie envie de construire, de contribuer à l'élaboration d'un vrai changement politique. C'est une bonne chose et les communistes veulent y répondre avec détermination.

Second constat, ce programme n'est pas totalement abouti, il doit vivre, être enrichi, complété, amendé, actualisé, car il est mis à la disposition du rassemblement de la gauche qui veut gagner, de la gauche déterminée, de la gauche qui veut durablement en finir avec la droite et veut une véritable politique de rupture. Alors, n'hésitez pas, faites part de vos avis et commentaires sur ce programme.

Troisième aspect, le Front de gauche a engagé un processus d'assemblées citoyennes de circonscription pour ancrer le débat et la mobilisation pour les échéances de 2012. Elles doivent être l'affaire de la population, du monde du travail, de la jeunesse. Il n'est pas question pour le Front de gauche de politique spectacle, de conciliabule d'appareil. Le Front de gauche donne la parole au peuple, comme le scande une de nos affiches.

Enfin, le titre de ce programme résume bien toute la visée qui est la nôtre :

### ***l'humain d'abord***

Oui, il faut en finir avec la primauté du monde financier, avec la logique des banques.

C'est vrai aussi dans le domaine de la protection sociale. Le *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale* (PLFSS) pour 2012 ne répond pas aux besoins de la population ni des professionnels. Avec l'appel *Notre santé en danger*, les communistes seront des mobilisations unitaires en construction pour fin novembre.

Alors, à très vite dans les luttes et les mobilisations !



## ELLES ET ILS ONT DIT

« Ne voit-on pas ressurgir le spectre de la tuberculose, maladie vénéreuse qui sévit dans les poches de misère qui cernent les beaux quartiers de la capitale. »

**Patrick Appel-Muller**

édito *P'Humanité* 29 septembre 2011

« Nous mettrons fin en priorité aux **fermetures et démantèlement d'hôpitaux**, de maternités, de centres de soins et d'IVG. Nous garantirons l'accès effectif et gratuit à la contraception et à l'IVG. »

**Programme du Front de Gauche**

« **Nous rétablirons le remboursement intégral à 100% des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale** en y incluant les lunettes et les soins dentaires ; les mutuelles seront orientées principalement sur les questions de prévention. Nous supprimerons les forfaits et les franchises. »

**Programme du Front de Gauche**

AU ROYAUME-UNI...

« **Soixante hôpitaux en situation de faillite.** Le gouvernement de John Major, suivi avec enthousiasme par celui de Tony Blair, croyait avoir trouvé la recette miracle : le secteur privé finançait la construction d'un hôpital, ou d'une école, sans que le gouvernement n'ait besoin de déboursier un centime ... La multiplication de ces accords vient désormais hanter les services de santé britanniques. Soixante hôpitaux, qui traitent 12 millions de patients, n'arrivent plus à faire face... »

**Éric Albert, à Londres**

*La Tribune* - 23 septembre 2011

ET EN FRANCE

« **Dans l'Essonne, le Centre hospitalier sud-français** paie un loyer exorbitant pour le futur site unique, construit par Eiffage, et toujours inoccupé. Tout le monde reconnaît l'échec du « **partenariat public-privé** »... Un énorme gouffre financier, pointé par la chambre régionale de la Cour des comptes : ... le montant final de la facture n'aurait pas dû dépasser les 760 millions d'euros. Le montant global ... devrait en effet atteindre 1,2 milliard d'euros. Du coup, l'idée de sortir du PPP fait son chemin. Il y a même un consensus inédit... ainsi, le sénateur UMP Serge Dassault et le député-maire PS Manuel Valls, qui tous deux avaient pourtant avalisé le projet en 2006, se battent côte à côte. »

« Renégocier tout le bail, oui, mais si c'est renégocier pour étaler les économies, c'est non », insiste Claire Chauniac, déléguée CGT qui refuse que les deniers publics servent à « constituer une rente confortable à Eiffage et à ses actionnaires. »

**Alexandra Chaignon**

*P'Humanité* - 29 septembre 2011

« Pour réduire les inégalités de santé, le mieux serait de s'approcher du plein-emploi, avec des postes de travail donnant systématiquement droit à une protection sociale de qualité. C'est le premier point car, globalement, la tenue d'un travail est favorable à la santé... »

**Annette Leclerc, chercheuse à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) Convergence/Secours Populaire**

avril 2011 - P.16



## DÉCLARATION DU PCF SUR LE

# Projet de loi de Financement de la Sécurité sociale pour 2012

Le pouvoir prétend marcher vers une réduction du déficit, nous récusons ses prévisions. Il prétend passer de 18 milliards d'€ de déficit en 2011 à moins de 14 milliards en 2012, notamment en comptant sur une réduction des dépenses d'assurance maladie de 9 milliards d'€ de déficit en 2011, qu'il annonce faire passer à 5 milliards en 2012. Ces prévisions intègrent les effets de la réforme des retraites dont le pouvoir se félicite et, pour l'assurance maladie, les mesures Fillon du 24 août.

La progression de l'*Objectif national des dépenses d'assurance maladie* est fixée à un niveau historiquement très bas 2,8%.

Les mesures annoncées par François Fillon le 24 août se traduiraient par 6 milliards d'€ de recettes supplémentaires principalement sur le dos des malades et des salariés (taxation des organismes complémentaires, CSG). Cela est masqué par de vagues mesures prétendues sur le capital.

Le tout est enveloppé par une hausse du prix du tabac, une taxe sur les boissons sucrées dont le montant vient d'être doublé, ainsi qu'une hausse de 0,6% de la taxe sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques qui masque le refus d'une nouvelle politique du médicament comme nous la proposons, avec un vrai pôle public et une entreprise publique de la recherche, de la production et de la distribution des médicaments.

Le gouvernement se refuse à une recherche d'un véritable financement de la Sécurité sociale et il se lance vers une nouvelle politique d'austérité, en attendant plus pour après 2012 s'il est maintenu aux affaires. Le prétendu effort d'équilibre repose sur des hypothèses hasardeuses en matière de croissance, d'emploi et de salaires. En réalité, les politiques d'austérité, en France et dans l'Union européenne, conduisent à de nouveaux ralentissements de la croissance réelle et de l'emploi comme des salaires et des dépenses publiques et sociales ; finalement, cela débouche sur un accroissement des déficits et de la dette.

Face à cela, il est urgent de résister et de lutter, ici et maintenant, tout en œuvrant à la construction des rassemblements indispensables, pour une victoire durable de la gauche, d'une gauche bien à gauche en 2012. Plus que jamais, le rôle du PCF, au sein du Front de gauche et pour toute la gauche est indispensable afin de répondre aux exigences de sortie de crise à partir de l'articulation entre progrès social et développement économique.

Cela exige de faire monter des propositions novatrices pour une issue de progrès à la crise systémique qui étouffe les peuples, en France comme dans l'Union européenne et dans le monde.

Catherine Mills

## ELLES ET ILS ONT DIT

« **Nous abrogerons la loi Bachelot et la loi de 2003 instituant la tarification à l'activité.** Nous investirons massivement pour redonner à l'hôpital public les moyens nécessaires à une politique de santé de qualité. »

**Programme du Front de Gauche**

« Pour faire face à la pénurie des médecins généralistes et de certaines spécialités, le nombre d'étudiants à l'entrée des études de médecine sera augmenté de manière significative dans la perspective de la suppression du *numerus clausus*. »

**Programme du Front de Gauche P.23**

# PSYCHIATRIE : LA LOI DU 5 JUILLET

## une loi sécuritaire qui met en danger les personnels, les patients les citoyens et la démocratie

Depuis le 1<sup>er</sup> août, la psychiatrie est confrontée à l'application de la loi du 5 juillet. Les premières conséquences s'observent au niveau de la désorganisation des soins, due à la nécessité de présenter au juge des libertés et de la détention (JLD) les patients hospitalisés sous contrainte depuis 15 jours. Le législateur n'ayant pas prévu les moyens, au niveau de la justice, permettant la mise en œuvre de cette décision, ce sont les hôpitaux qui doivent se débrouiller pour accompagner les patients au Palais de Justice. Dans une situation où de nombreux services ne fonctionnent qu'en effectif minimum – souvent atteint grâce à l'intérim – cela oblige à choisir entre accompagner ces patients par des soignants qui ne les connaissent pas, ou laisser le service à des soignants qui ne le connaissent pas !

Il est évident que cela va générer de l'angoisse tant chez les patients que chez les soignants. Chacun sait que c'est là le principal facteur de violence dans nos services.

Néanmoins, le paradoxe de cette loi, c'est que l'introduction du JLD est le seul aspect positif de cette loi, et c'est lui qui focalise toutes les réticences, faisant oublier les mesures sécuritaires liberticides de la loi au travers de l'introduction de la « garde à vue psychiatrique de 72 heures », du fichier des antécédents, véritable « casier psychiatrique », et des « soins ambulatoires sous contrainte (SASC) ».

Cette loi est à situer dans un contexte où, pour le gouvernement et l'UMP, les « troubles à l'ordre public » priment sur la dangerosité de la personne pour elle-même ou autrui. Elle pourra donc s'appliquer à des personnes, suite à un trouble du voisinage, un conflit conjugal, ou des syndicalistes pris dans un conflit social un peu musclé, ne présentant aucun trouble psychopathologique.

Les SASC vont ainsi surcharger les consultations des CMP, entraînant des ruptures du soin des vrais patients qui eux sont demandeurs de soins. Or, l'on sait que la rupture de soin entraîne à terme un risque important de passages à l'acte suicidaire, et parfois des « passages à l'acte » agressifs. Ceux-là même que cette loi est censée prévenir ! La mise en œuvre de la loi va ainsi fabriquer de la violence au lieu de la réduire. Mais c'est bien là le propre du sécuritaire qu'il ne faut pas confondre avec la sécurité !

Pour toutes ces raisons, le PCF appelle à résister à cette loi et à exiger son retrait.

Serge Klopp, cadre de santé

## ELLES ET ILS ONT DIT

« Nous voulons reconstruire et développer un service de santé basé sur la proximité et la qualité des soins avec les personnels, les élus et les citoyens. »

Programme du Front de Gauche

« Pour lutter contre la pénurie de personnel, nous lancerons un programme de formation de toutes les disciplines de la santé, libéré de l'influence des laboratoires pharmaceutiques. »

Programme du Front de Gauche

## DES CHIFFRES

**80 %**

C'est le pourcentage de Français qui considèrent la dépendance comme un sujet de santé comme les autres. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé à la demande de la Mutualité française. Ils estiment donc que sa prise en charge doit s'appuyer sur le système de protection sociale français. Seulement 17 % des personnes interrogées pensent « chacun doit prendre ses dispositions pour et souscrire sa propre assurance ».

*L'Humanité* 25 mai 2011 - P.7

**79 %**

C'est le pourcentage de Français qui expriment des préoccupations en matière de santé.

*L'Humanité* 29 septembre 2011

**400**

C'est en millions d'€ affectés par le PLFSS\* de 2012, pour régler notamment un certain nombre d'urgences, en attendant le lancement d'un véritable plan de financement de la dépendance, repoussé après 2012. Il s'agit par exemple de financer la construction de nouvelles maisons d'accueil, de maisons de répit pour les personnes dépendantes, la médicalisation des places, la politique du handicap... et de continuer à financer le Plan Alzheimer 2008-2012.

\* *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale.*

Fabien Piliu - *La Tribune*  
23 septembre 2011 - P.2

**13,9**

C'est, en €, le nombre de milliards, l'objectif du déficit du régime général, retenu pour 2012 contre 18,2 en 2011. Mais c'est avant tout, l'augmentation des recettes qui permettra d'atteindre cet objectif...

Fabien Piliu - *La Tribune*  
23 septembre 2011 - P.2

**2000**

C'est, en €, le nombre total de milliards du montant des dividendes distribués aux actionnaires de France.

Pierre Laurent

**1700**

C'est, en €, le montant du SMIC dans le Programme du Front de Gauche.



# 2 QUESTIONS À Pierre Laurent secrétaire national du PCF

## Vous publiez *Le nouveau pari communiste*, pourquoi ?

Les communistes m'ont élu secrétaire national en juin 2010 et, en un an, nous avons déjà vécu beaucoup d'événements politiques importants qu'il m'a semblé utile de mettre en perspective.

Nous entrons dans des échéances cruciales pour notre pays, dans un contexte de crise nationale et mondiale sur tous les plans. Je voulais mettre en lumière que notre époque se distingue par une prise de conscience de plus en plus partagée sur la nature du capitalisme et le retour d'un débat sur le sens de la société auquel, par-delà nos diversités, nous aspirons.

Le PCF est une de ces forces et a bien l'ambition d'en redevenir une de premier plan. Voilà des décennies que les médias préparent les funérailles du PCF. En vérité, notre parti est en plein renouveau et ses analyses ont montré leur pertinence face à la crise. Quand on regarde les visages qui aujourd'hui le représentent, quand on rencontre ses militants et responsables locaux, on voit qu'il a passé le cap des années et s'est rajeuni.

Le livre aborde ce qu'au présent nous pensons être de notre responsabilité, ce que nous nous efforçons de faire pour permettre le rassemblement de toutes

## La gauche peut-elle gagner ?

Vous savez, la gauche « gagne » quand sa politique répond aux attentes populaires. L'envie de gauche est très forte, mais les doutes aussi, tant que certains à gauche manqueront de témérité face au pouvoir du capitalisme financier. En l'occurrence, pour reconstruire un service public de santé digne de ce nom, il faut se décider à faire cotiser les revenus financiers à la Sécurité sociale.

Les conditions de la victoire ont donc à voir avec l'intervention populaire et l'émergence de fronts communs de lutte et d'idées qui, en devenant majoritaires, s'imposeront comme la feuille de route de la nouvelle majorité. Il n'y a aucune fatalité dans les crises que nous traversons. Si la France élit une majorité qui, dès son arrivée, affirme qu'il en est fini de l'austérité, cela peut même créer en Europe un nouvel élan dont les *Indignés*, pour ne prendre que cet exemple, sont porteurs.

Pour gagner, la gauche devra faire avec le peuple, avant l'élection, pendant et après.



les forces qui veulent participer à la transformation sociale de notre pays.

Personne n'est de trop dans cette bataille, et tous ceux qui veulent en outre faire du PCF, leur parti, seront toujours les bienvenus. C'est le deuxième message de ce livre.

Le troisième message concerne l'enjeu de la bataille de 2012. Nous sommes engagés dans une campagne collective avec nos partenaires du Front de gauche qui, dans une même dynamique, aborde présidentielle et législatives. Nous disons que l'ordre du jour de ces élections doit être fixé par le peuple, que les priorités de la gauche doivent être déterminées, non en conciliabule par les États-majors, mais bien au grand jour dans des assemblées populaires de quartiers, d'entreprises, de circonscription.

